

KAMEL ABDALLAH

Directeur général de Canal Sugar, Égypte

Bonjour à toutes et à tous. Je sais que ces deux derniers jours ont été très chargés, que c'est le dernier jour, et qu'il y a une certaine fatigue mentale. Alors merci d'être encore avec nous à ce stade.

Je parlerai du problème de la faim sous une perspective régionale. Concernant mon expérience, j'ai participé à deux gros projets en tant que directeur général. J'ai été le directeur général de Baladna, une entreprise qui importe des vaches et assure l'autosuffisance du Qatar en produits laitiers avec une production de 100 millions de litres de lait par an dans les trois ans qui ont suivi sa création. Nous l'avons ensuite introduite en bourse et cotée à la bourse du Qatar. Je travaille à présent chez Canal Sugar, dont l'objectif est d'atteindre l'autosuffisance en sucre de l'Égypte en installant une ferme de la taille de Singapour, d'un seul tenant, fonctionnant grâce à l'agriculture intelligente. Mon point de vue est donc celui du secteur privé, à la différence des autres intervenants.

Parlons de notre intérêt pour le thème de la faim. La faim est le deuxième des objectifs de l'ONU, qui la traite comme un objectif à part. Mais bien d'autres objectifs sont liés à l'alimentation et à la faim. Et l'angle alimentaire-agricole est probablement l'angle le plus dominant, en plus de la santé, ce qui explique le lien. Lorsqu'on se penche sur la définition de la faim, il est clairement dit qu'il faut « veiller à ce que tous les êtres humains, en particulier les enfants, aient accès toute l'année à une nourriture suffisante et nourrissante ». Quand les gens pensent à la faim, ils pensent à l'idée d'être rassasié. Mais le problème n'est pas d'être rassasié, c'est de se nourrir d'aliments sains. Je dirais même que notre plus grave problème à cet égard, c'est que la nourriture n'est généralement pas assez nutritive. Sur les chantiers de construction dans les pays du CCG, vous pouvez voir les ouvriers acheter une grande bouteille de soda sucré de plusieurs portions pour avoir de l'énergie. Mais ce n'est pas nutritif et cela va créer beaucoup de problèmes.

Pour avoir une alimentation nutritive, il nous faut une agriculture durable, un soutien aux agriculteurs et un accès à la technologie et aux marchés. Je vais essayer de mettre en évidence le rôle du secteur privé à cet égard. Chaque fois qu'on entend le mot « faim », nous devons nous rappeler que le problème de la faim, c'est le problème de l'accès à une alimentation nutritive, et pas seulement à n'importe quelle nourriture, et c'est une distinction capitale. Je reconnais qu'il existe un dilemme entre le court-terme et le long-terme. À court terme, nous pouvons continuer ainsi et fournir aux gens de la nourriture quelconque, peu importe qu'elle puisse causer un cancer ou de l'obésité, qui sont des problèmes majeurs ; et que le plus grand souci est de mettre notre environnement en danger en abusant des ressources. Ou nous pouvons opter pour une approche positive à long terme garantissant un accès continu à des

aliments nutritifs tout en assurant des pratiques agricoles durables. Là est le véritable enjeu, et j'y reviendrai.

Mes collègues ont déjà mentionné ces chiffres, que je ne vais donc pas répéter, mais, bien sûr, la faim dans les zones de conflit est une évidence. Chaque fois qu'il y a des guerres, il y a de la faim parce qu'il n'y a pas d'accès à la nourriture. La situation à Gaza est extrêmement choquante : 2,5 millions de personnes ont besoin de nourriture, souffrent de la famine, alors que les camions de nourriture attendent à côté de pouvoir les approvisionner. Bien que ce soit un problème, je ne vais pas m'appesantir. La solution en l'occurrence est plus politique qu'économique ou commerciale.

J'aimerais simplement souligner la notion de travailler en échange de nourriture. J'ai auparavant géré un projet au Zimbabwe. À un moment donné, notre syndicat de travailleurs est venu me voir, alors que j'étais en visite en tant que directeur général, pour me demander de remplacer les salaires par un panier de produits chaque semaine. C'était une époque où la valeur d'1 USD était passée de 5 ZWL à 1 000 milliards ZWL : l'argent n'avait plus aucune valeur. Le fait est qu'ils voulaient travailler en échange de nourriture, ce qui, tristement, était une pratique commune dans beaucoup de sociétés il y a deux cents ans.

Je voudrais mentionner que je consulte régulièrement le système d'alerte précoce contre la famine, et je vous encourage à le faire. Il fait partie du réseau de financement de l'USAID, qui vous avertit chaque fois qu'une famine risque de se produire, mais mes collègues ont mentionné les zones qui sont à risque là-bas. C'est un outil précieux, parmi d'autres, pour obtenir des alertes précoces.

Je voudrais revenir au CCG, où nous avons un problème, ainsi qu'en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, où une grande partie de nos terres ne produisent aucune nourriture. Les terres agricoles représentent entre 3 et 10 % de nos terres et tout le reste est du désert. Autrefois, on ne pouvait rien faire dans le désert, sans terre, sans eau, sans électricité. Grâce aux avancées technologiques, nous sommes désormais capables de résoudre ces problèmes. Nous pouvons déplacer de la terre pour avoir un sol organique. Nous pouvons creuser pour trouver de l'eau. À Canal Sugar, nous avons creusé plus de 400 puits, ce qui a un impact sur l'aquifère souterrain. Et nous pouvons maintenant produire de l'électricité. Donc la technologie nous permet de résoudre ces problèmes. En revanche, les pays du CCG et la région, en matière de sécurité alimentaire, ont ignoré un élément important, à savoir la santé, et nous sommes confrontés à une crise sanitaire majeure dans la région. Je citerai surtout sur le diabète, qui se déclare vers l'âge de 35 ans dans la région, contre environ 47 ans dans d'autres parties du monde. Quand il s'agit de réfléchir aux budgets alimentaires ou agricoles, j'invite toujours les gens à regarder aussi les budgets de santé. Il faut toujours penser au budget des ministères de la Santé et de l'Agriculture quand on essaie de résoudre ce problème. Si l'on nourrit les gens de produits de mauvaise qualité et non nutritifs et qu'ils développent un diabète, je devrai dépenser de l'argent en insuline pendant 20 ou 30 ans, pour réparer le problème que j'ai créé. Ne l'oubliez pas.

C'est le défi principal. Autrefois, pour nous, la sécurité alimentaire était une question d'accessibilité et de disponibilité : donner de la nourriture aux pauvres et aux affamés, la rendre bon marché, abordable et accessible. Ce n'est plus notre problème immédiat, qui est en passe d'être résolu. Mais je tiens à vous rappeler que les maladies liées à l'obésité font plus de

victimes que les problèmes liés à la famine. Pour nous, la sécurité alimentaire est désormais synonyme d'aliments sains et nutritifs, et c'est sur ce point que portent les programmes auxquels je participe. Les budgets de la santé dans les pays du CCG, en Égypte, et dans d'autres pays de la région, augmentent car les gouvernements dépensent de plus en plus pour subventionner les médicaments destinés à traiter ces maladies. Si cet argent était consacré à la prévention et à une alimentation saine, cela résoudrait beaucoup de problèmes actuels et à venir.

Concernant la sécurité alimentaire, voyez ces deux éléments à droite et à gauche. Les problèmes sont l'eau, la terre, l'énergie, puis l'énergie et le bien-être. Or l'alimentation est liée à ces problèmes. Si nous parvenons à gérer les uns et les autres, la cause et l'effet, à préserver l'eau, à garantir la santé des sols et à utiliser l'énergie appropriée, alors nous aurons des populations en bonne santé.

Voici l'enjeu présenté différemment, sous un angle économique. Comment assurer une agriculture durable tout en préservant la viabilité des écosystèmes et, le rêve de tout économiste, avec des communautés équitables, avec de la nourriture pour les pauvres, les femmes, et les régions rurales ? Encore une fois, la beauté de l'agriculture intelligente ou de l'agriculture de précision est qu'elle est désormais suffisamment bon marché pour être mise à la disposition des agriculteurs. L'année dernière, j'ai commencé à travailler avec 6 000 agriculteurs, environ 12 000 aujourd'hui. L'année prochaine, nous atteindrons 20 000 petits agriculteurs, qui ont chacun 1 hectare. Cette technologie est désormais abordable et tous utilisent des smartphones. Certes, ils en profitent aussi pour regarder YouTube, Instagram et toutes sortes de divertissements, mais ils peuvent aussi accéder à des outils qui les aident. C'est notre mission, et nous travaillons avec les ONG sur notre site en Égypte pour nous assurer qu'elles ont accès à ces outils.

Dans le domaine de la faim, il existe différents points de tensions. Les premiers se situent au sein des gouvernements, avec de multiples juridictions et des ministères de l'Agriculture en conflit avec les ministères de l'Eau et de l'Irrigation, l'un contrôlant les choses en surface et l'autre le sous-sol, et en conflit avec les ministères de la Santé. Il y a la question de la réduction des coûts, des bénéfices et de la réduction des émissions de carbone dans la fabrication alimentaire. C'est un enjeu important qui accroît aussi les coûts. Les consommateurs aussi connaissent divers problèmes. Ils aiment les bouteilles en plastique parce qu'elles sont moins chères et plus résistantes, mais bien sûr, elles ne sont pas durables. Enfin, en tant que producteurs, nous avons des problèmes avec les critères ESG car de nombreux travaux agricoles sont effectués par des mineurs et selon des pratiques sociales qui ne sont ni inacceptables ni conformes à ces critères.

Pour finir, je dirais que les solutions se trouveront à petite échelle. S'en tenir aux communautés locales, utiliser la technologie, laisser le secteur privé faire son travail et, surtout, amener les gens à cuisiner des aliments plus sains en moins grande quantité, et cesser de gaspiller un milliard de tonnes de nourriture chaque année, comme l'a dit mon collègue.